

# NÉGOCIATION AVEC LE G.P.R.A.

*par Jean VERLHAC*

**L**A déclaration publiée lundi à Tunis par le G.P.R.A. confirme que la seule voie ouverte pour la paix est la négociation avec le gouvernement Ferhat Abbas sur le cessez-le-feu et les conditions et garanties de l'autodétermination.

Au lendemain de l'échec des pourparlers de Melun, le F.L.N. en avait tiré la conclusion que l'intervention de l'O.N.U. était désormais nécessaire pour parvenir à la paix. Aujourd'hui le G.P.R.A. se déclare de nouveau prêt à engager des négociations directes avec le gouvernement français sur les conditions d'une libre consultation du peuple algérien.

C'est que le F.L.N. a remporté un succès moral à l'O.N.U. où 63 nations avaient voté en décembre une résolution reconnaissant le droit de l'Algérie à l'indépendance, la nécessité de garanties pour la mise en œuvre de l'autodétermination et se prononçait contre tout partage du territoire algérien.

C'est aussi que le référendum du 8 janvier a montré que l'énorme majorité des Français qui ont voté « non », comme la plus grande partie de ceux qui se sont abstenus ou qui ont voté « oui » sont favorables à une négociation avec le G.P.R.A.

Enfin et surtout, les manifestations du 11 décembre, l'entrée en scène des masses algériennes des villes, l'abstention de la population musulmane d'Oran, d'Alger, de Tlemcen, de Constantine, etc., le 8 janvier, ont renforcé considérablement l'autorité du G.P.R.A. et ont mis en pièces la politique gaulliste de l'Algérie

algérienne.

**C**EPENDANT des obstacles sérieux demeurent sur la route de la paix : rien ne montre, en effet, que de Gaulle ait renoncé aux deux conditions qui ont fait échouer les pourparlers de Melun, l'exigence que les combattants algériens cessent la lutte armée et « déposent le couteau » avant que s'engagent les négociations sur les conditions de l'autodétermination, la prétention de discuter de ces conditions avec « toutes les tendances », c'est-à-dire en faisant du F.L.N. un courant parmi d'autres qui seraient placés sur le même plan que lui. Dans ses discours plébiscitaires, de Gaulle, s'il a promis la paix pour obtenir l'approbation des Français, a maintenu, par contre, dans de brèves allusions, sa position sur la négociation. Et il a passé sous silence les manifestations du 11 décembre et celles qui ont suivi, parce que ce fait nouveau essentiel infligeait un démenti trop criant à sa politique algérienne.

Le F.L.N. n'a jamais dénié le droit au gouvernement français de consulter qui il voudrait, avant, pendant ou après la négociation. Son exigence de représentativité correspond non seulement à la réalité, elle est, bien davantage encore, la garantie essentielle que réclament les Algériens pour la sincérité de la négociation comme de l'autodétermination.

On comprend parfois mal cette exigence, y compris en Tunisie par exemple. Mais il y avait en Tunisie en 1954

un Etat et une Nation dont nul ne niait l'existence, même si on les avait mis en tutelle. La situation est tout autre en Algérie et ne peut être, d'une certaine manière, comparée qu'avec celle du gouvernement provisoire de de Gaulle pendant la dernière guerre. Son existence et sa reconnaissance sont garantes de l'avenir d'une Algérie libre et indépendante.

Le référendum du 8 janvier n'a donc pas fondamentalement modifié la situation et les mêmes obstacles essentiels à la négociation demeurent qui ne peuvent être levés que si le pouvoir gaulliste accepte de faire droit à la réalité algérienne et d'en finir avec ses rêves de troisième force, d'institutions provisoires acheminant lentement à « l'Algérie algérienne ».

**L**E référendum, certes, était plutôt destiné à gagner du temps auprès de l'opinion française qu'à ouvrir la voie à une solution. Mais ce temps gagné en France est chaque jour perdu en Algérie. Car c'est le mécanisme du référendum qui a déclenché les événements du 11 décembre, les manifestations patriotiques qui se poursuivent avec le risque sans cesse accru d'un affrontement entre Algériens musulmans et européens beaucoup plus dramatique et inexpiable que celui du 11 décembre.

Les Français sont tous sensibles à ce risque tragique et quotidien du massacre qui pourrait survenir à la suite d'un incident quelconque. Ils comprennent, mieux sans doute que certains chefs militaires ou responsables de la Délégation générale, que les méthodes anciennes de « pacification » non seule-

ment n'ont plus aucune efficacité, mais qu'elles peuvent provoquer d'un jour à l'autre l'étincelle qui pourrait enflammer toute l'Algérie. Les ratissages d'Oran et l'emploi des vieilles méthodes des colonels de la guerre psychologique en faveur de « l'Algérie française » sont pour une grande part responsables de l'aggravation de la situation de ces derniers jours et des morts d'Alger et de sa banlieue.

Le souci de la protection des Européens d'Algérie, des garanties à leur avenir, vient donc considérablement renforcer la nécessité et l'urgence de la négociation avec le G.P.R.A. La vérité, c'est que « les forces de l'ordre », aussi nombreuses qu'elles soient, ne peuvent plus rien pour la sécurité des Européens, si la négociation n'est pas ouverte avec Ferhat Abbas. Les garanties pour la sécurité et l'avenir des Européens comme les garanties pour l'autodétermination ne peuvent être discutées que dans le cadre d'une négociation avec le F.L.N.

Déjà, dans plusieurs départements, les forces qui s'étaient unies pour la manifestation du 27 octobre, ont affirmé en commun leur volonté de voir s'engager au plus vite la négociation avec le G.P.R.A.

Les données fondamentales du problème algérien demeurent et avec elles les données fondamentales de la lutte pour la négociation : les fédérations et les sections du P.S.U. feront tout, pour leur part, afin de contribuer à la cohésion et à l'action commune, en prenant les initiatives nécessaires pour que syndicats, partis et organisations se prononcent ensemble pour imposer la négociation immédiate avec le G.P.R.A.